

RENDU EXECUTOIRE LE

1 8 JUIL. 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



Envoyé en préfecture le 03/07/2023

Reçu en préfecture le 03/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230703-23_A_SE_0265-AR

S'LO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0265du **0 3 JUIL. 2023**

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

Portant fixation du solde de la dotation 2022 concernant le Complément de Traitement Indiciaire (CTI) au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère pour les interventions réalisées par le CCAS de Châtelleraut en mode prestataire

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF) ;

VU l'article 44 de la loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificatives pour 2022 étendant le complément de traitement indiciaire (CTI) aux aides à domicile exerçant dans les Services d'Aide et d'Accompagnement à Domicile territoriaux, désormais prévu au D du I de l'article 48 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021 et le CTI ayant vocation à remplacer la prime de revalorisation mentionnée par le décret n° 2022-740 du 28 avril 2022 ;

VU la délibération du 16 décembre 2022 du Conseil Départemental de la Vienne relative au budget départemental primitif pour 2023 ;

VU l'arrêté n° 2007 DISS/SSP-004 du 20 février 2007 portant autorisation au service d'aide à domicile géré par le CCAS de Châtelleraut ;

VU l'arrêté n° 2022-A-DGAS-DA-SE-0182 du 14 mars 2022 portant renouvellement de l'autorisation de fonctionnement du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile délivré au CCAS de Châtelleraut ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens signé le 28 septembre 2018 et ses avenants s'y afférents, entre le Département de la Vienne et le CCAS de Châtelleraut ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

.../...

Envoyé en préfecture le 03/07/2023

Reçu en préfecture le 03/07/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230703-23_A_SE_0265-AR

S'LO

ARRETE :

ARTICLE 1 : Au titre des mesures salariales pour les personnels d'intervention au titre de l'APA, la PCH et l'Aide-Ménagère, une dotation complémentaire et prévisionnelle 2022 avait été allouée au CCAS de Châtelleraut pour un montant de 88 454 € correspondant à 40,28 équivalents temps-plein (ETP) sur une activité prévisionnelle de 30 433 heures APA, PCH et Aide-Ménagère sur 8 mois.

Cette dotation a été versée en décembre 2022 à hauteur de 80 %, soit 70 763 €.

Les données réelles ont été remontées par le CCAS de Châtelleraut le 24 avril 2023, le nombre d'ETP était 25,22 ETP pour 33 832 heures, soit 55 378,83 €.

Le **trop-perçu** sur la dotation à hauteur de **15 384,04 €** fera l'objet de l'émission d'un titre de recettes en juin 2023 et le montant sera directement déduit des prochains acomptes 2023.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3: Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service à la personne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **03 JUL. 2023**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON